

FACE À LA CRISE DU CENTRALISME FRANÇAIS, IL EST TEMPS DE RECONNAÎTRE LA DIVERSITÉ NATIONALE

Nous venons de prendre connaissance des résultats de l'enquête intitulée [Les Français face au régionalisme et aux enjeux de la décentralisation](#), réalisée par l'institut de sondage IFOP, en collaboration avec la fédération R&PS, dont EHBai est membre. Cette enquête intervient dans un contexte de crise profonde du modèle d'État centraliste français.

Le premier enseignement est particulièrement révélateur: **une majorité de la population** de la France métropolitaine, y compris en Pays Basque Nord, **est favorable à une transformation du système politique français vers un modèle fédéral**, dans lequel chaque territoire pourrait établir ses propres lois et règles dans certains domaines. Autre donnée marquante: 74% des personnes interrogées souhaitent que les centres de décision soient enracinés dans les territoires. En 2022, elles n'étaient que 46% à partager cette position.

Plus encore, la majorité des habitant·es de l'État français se prononce en faveur des différentes évolutions statutaires proposées au Pays Basque Nord, en Corse, en Catalogne Nord, en Bretagne, en Occitanie, en Savoie et en Alsace.

Les habitant·es du Pays Basque favorables à une Collectivité territoriale à statut particulier

C'est dans cette perspective que s'inscrivent les résultats selon lesquels **81% des habitant·es du Pays Basque sont favorables à ce que davantage de décisions soient prises à l'échelle du territoire**, tandis que **58% soutiennent la création d'une Collectivité territoriale à statut particulier**. Une fois encore, ces chiffres mettent en évidence la légitimité et le soutien dont bénéficie la proposition portée par la plateforme Batera auprès de la population basque.

EHBai partage cette proposition et appelle l'ensemble des acteurs à écouter la volonté des habitant·es et à agir en conséquence. **Un véritable débat social et politique doit avoir lieu en Pays Basque Nord afin de parvenir à des accords territoriaux et de défendre cette proposition à Paris.**

Nous estimons néanmoins que **le débat sur le statut politique doit aller plus loin**. Au-delà du large soutien dont bénéficie le statut d'autonomie proposé pour la Corse, un tiers des habitant-es de l'État français, ainsi qu'un tiers de la population du Pays Basque Nord, considèrent que l'autonomie des territoires constitue une opportunité pour la République française. La proportion y voyant un risque est plus faible. Ce chiffre est loin d'être négligeable et confirme toute la pertinence de la proposition d'autonomie présentée par EHBai en 2024.

Face à l'offensive, la population se mobilise en faveur de l'euskara

La situation de l'euskara en Pays Basque Nord est préoccupante. Ces derniers temps, le préfet des Pyrénées-Atlantiques et le sous-préfet de Baiona sont devenus les principaux acteurs d'une offensive contre l'euskara. Au-delà de leur opposition à la volonté des conseils municipaux et du blocage de structures telles que l'Office public de la langue basque (OPLB), les représentant-es de l'État français agissent également à l'encontre des aspirations et de la volonté de la société basque.

En effet, **72% des habitant-es du Pays Basque Nord sont favorables à ce que les institutions locales disposent d'une entière liberté pour accorder des aides financières destinées au développement et à la transmission des langues du territoire**. De même, **74% se prononcent en faveur de la possibilité pour chaque élève d'effectuer l'intégralité de sa scolarité dans la langue du territoire**, que ce soit dans un système à parité horaire avec le français ou dans un modèle immersif.

Ces chiffres témoignent d'une volonté forte de prendre en main le processus de revitalisation de l'euskara sur notre territoire. EHBai appelle les acteurs locaux et les élu-es à franchir ensemble de nouvelles étapes. Dans cette perspective, nous soulignons la nécessité de **faire entendre avec force la volonté populaire** lors de la manifestation qui se tiendra à Baiona le **21 novembre** prochain, sous le slogan «Euskaren garaia da, notre choix l'euskara» («C'est le moment pour l'euskara, notre choix l'euskara»).

Principaux enseignements :

- **L'État français méprise le Pays Basque**. Ces dernières années, malgré les demandes répétées des élu-es et des acteurs de la société civile en faveur d'une plus grande reconnaissance du territoire et de mesures en faveur de l'euskara, Paris n'a apporté aucune véritable réponse à ces revendications. Pire encore, il prend des mesures qui vont dans le sens opposé. Les résultats de l'enquête montrent clairement quelle est la volonté de la majorité de la population basque.
- **La France est un État plurinational**. L'État nie de fait cette réalité et refuse de reconnaître les nations sans État ainsi que la diversité des territoires et des iden-

tités qui le composent. Pourtant, la majorité des Français-es considère cette réalité comme parfaitement normale. Cela signifie que, si l'on fait abstraction des intérêts politiques, les conditions sont réunies pour dépasser l'organisation centraliste et dépassée de l'État français et évoluer vers une organisation fondée sur la reconnaissance des nations sans État. C'est l'appel qu'EHBai adresse au Gouvernement français et aux partis politiques. À quelques mois de l'élection présidentielle française, nous demandons également aux candidat-es de prendre des positions claires sur ces questions.

· **Les conditions sont réunies en Pays Basque Nord pour faire évoluer le statut politique et accélérer la revitalisation de l'euskara.** Les larges consensus sociaux et politiques construits ces dernières années sur ces deux questions bénéficient d'un très large soutien de la population basque. Nous avons la possibilité de construire des accords entre les acteurs basques, de mettre nos forces en commun et de faire entendre une voix unie en tant que peuple face à Paris.

Dans les mois à venir, EHBai appelle à une large mobilisation et à la construction de nouveaux consensus autour de ces deux enjeux.

